

AGOA - Ouverture du quatrième forum : Sous le signe de la diversification

L'Agoa est un cadre de partenariat entre les Etats-Unis et les pays de l'Afrique subsaharienne. Et le quatrième forum qui vient de s'ouvrir à Dakar est un moment propice pour recentrer les ambitions et les moyens, tout en mobilisant les ressources.

La secrétaire d'Etat chargée des Affaires africaines, Cyndi de Courbil, assure que « nous allons travailler avec les pays qui veulent travailler avec nous, les Etats-Unis veillent au renforcement des capacités et notre gouvernement va insister sur l'agriculture, relever les défis ». Les travaux du forum qui vont se dérouler pendant trois jours devront impulser un nouvel impact aux échanges commerciaux entre l'Afrique et les Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat demande une diversification du commerce pour booster les échanges pour que les populations bénéficient des opportunités. Pour cela, il faut une sécurité alimentaire garantie par une bonne nutrition.

En plus des produits textiles, de nombreux autres produits peuvent servir aux échanges entre les pays d'Afrique et les Etats-Unis d'Amérique. Le Président Bush, qui est intervenu par vidéoconférence à la cérémonie d'ouverture, a emboîté le pas à sa secrétaire d'Etat, en demandant « que le commerce dépasse les 44 milliards de dollars, d'accroître les exportations et de diversifier les échanges, de mettre en place un système pour doubler ces échanges. La croissance économique de l'Afrique a atteint un très grand niveau et il nous faut en profiter avec l'Agoa. Renforcer la confiance et la capacité de l'Afrique ». Pour cela, il faut un plan d'urgence pour être compétitif et permettre l'accès à l'électricité pour les populations africaines et le renforcement des avantages commerciaux. « Il nous reste beaucoup à faire, nous devrions tout faire pour les échanges. »

Pour le Président Wade qui présidait la cérémonie d'ouverture de ce quatrième forum, « l'Agoa est une nouvelle ère pour l'Afrique. C'est l'assurance d'un monde meilleur par la voie de la coopération. Une nouvelle philosophie sur le partenariat. L'illustration d'un partenariat.

L'Afrique doit prendre son destin en mains. Le message du Président George W. Bush est un message d'optimisme, la conviction que l'Afrique a des richesses morales et humaines... Il ne s'agit pas d'un cadeau mais une initiative à saisir. L'Agoa est un chemin qui conduit l'Afrique dans la mondialisation. La lutte contre la pauvreté ne consiste pas à donner l'aumône, la croissance économique est le meilleur moyen de supprimer la pauvreté. L'Agoa pourrait créer des millions d'emplois si l'on part de l'exemple de l'Ile Maurice. C'est une chance historique à saisir, et nous voulons dans tous les cas, en tirer un bilan positif ».

Continuant dans son discours, le Président Wade demande de laisser toutes les idées afropessimistes.

Le chef de l'Etat se veut résolument optimiste et dynamique. Il a ainsi déclaré que si l'Afrique a toutes les maladies, elle n'est pas malade. Il fait le parallèle entre la situation actuelle et l'Europe du Moyen-âge, pour dire que beaucoup de ces pays ont connu des épidémies. Et pour ce qui est de l'Afrique, « nous allons les combattre avec nos propres moyens d'abord et avec l'aide internationale ensuite. Je refuse d'être considéré comme un malade. Il nous faut voir ce qui nous empêche de combattre avec des mentalités de gagnants. L'Agoa est donc une nouvelle vision de la croissance ». D'où la formule qu'il a formulée : « La croissance pour supprimer la pauvreté, l'Agoa pour développer le commerce et le commerce pour créer la croissance. »

Les opérateurs sénégalais et leurs homologues des pays africains environnants vont disposer de nouveaux instruments pour mieux apprendre à connaître le marché américain, grâce à l'ouverture d'un bureau du commerce américain, à Dakar, destiné à faciliter les contacts entre le secteur privé américain et ses homologues de ce côté-ci de l'Atlantique.

AFFAIRES - Echanges Amérique-Afrique : L'agriculture, prochain centre des échanges

Le continent africain regorge de potentialités agricoles qui ne sont pas exploités. Tout concourt à rendre ce secteur inexploitable. Les investisseurs américains émettent des idées et demandent d'abord la mise en place des infrastructures de base.

Rosa Luther King, président de Luther King compagnie estime que «l'agriculture est un élément catalyseur et la clé de la croissance en Afrique».

Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture des Etats-Unis explique que sa «tâche est de collaborer avec vous pour un commerce équitable et pour l'amélioration des conditions de vie des populations africaines. Nous devons regrouper les intérêts du secteur privé et du secteur public».

L'agriculture représente 80% des moyens de subsistance, 32% du Produit intérieur brut, 65% des devises et 50% des matières premières dans le secteur tertiaire des pays africains. Il existe beaucoup d'opportunités pour le développement de la valeur ajoutée. C'est ainsi que Coca-Cola a décidé de s'investir dans la fabrication de jus avec les fruits locaux, mais aussi la culture des céréales. La culture du café, du cacao, du thé intéressent également des industries de transformation.

Selon le représentant de Coca-Cola en Afrique, «les gens qui veulent investir en Afrique doivent d'abord savoir qu'il y a beaucoup de choses à changer. Et que toute politique doit inclure l'agriculture qui consomme et aussi pour les exportations. La frustration que j'ai avec certains partenaires est qu'ils sont très silencieux. Mon appel est que les investisseurs aient et cherchent des partenaires».

Pour cela, les investisseurs américains, présents au forum de l'Agoa, demandent «des réformes politiques pour un cadre propice à l'investissement des réformes agraires, introduire de nouvelles technologies agricoles au lieu d'utiliser des instruments qui datent de l'antiquité, la construction d'infrastructures de base pour le transport des produits agricoles du champ à l'usine».

L'effacement de la dette offre d'avantage de ressources, mais la plupart des paysans ne peuvent être compétitifs à cause des subventions. Pour ce qui est de la productivité, il faut respecter les normes internationales et réduire les barrières tarifaires, réduire aussi le délai d'exportation qui est de cinq ans.

Un meilleur accès au crédit, l'assistance technique et le partenariat, élaborer un programme, accroître la production, la recherche et améliorer les échanges des produits agricoles. Les investisseurs demandent à ce que ces points fassent parti du programme de l'Omc.

Aux africains présents, ils leur demandent : «Commencer à construire des routes, des chemins de fer avant de penser à l'ouverture des marchés. C'est un crime que l'Afrique achète ne serait-ce qu'un seul centime des denrées alimentaires. Il faut être réaliste et penser de façon réaliste. On ne peut pas attirer les investisseurs si on n'est pas réaliste. L'Afrique doit trouver des partenaires crédibles. Il faut être pratique et pragmatique pour attirer l'investisseur américain.»

Il existe un marché interne important et qui trouve une base d'offres de demande. Pour la mangue par exemple, il y a 33 mille paysans qui la produisent, 8 millions de consommateurs et une très grande main d'œuvre L'ancien ministre du Commerce du Nigeria parle «d'éliminer la bureaucratie. Un Américain qui vient de l'Ouganda pour s'installer au Sénégal, s'il doit chercher un visa, est-ce qu'il va se risquer à investir. Il faut installer la confiance et assurer la transparence. Les gouvernements doivent nous donner des garanties, s'assurer qu'il y a des occasions à saisir».

MCA - La Plate-forme de Diamniadio : Les Américains ne veulent pas d' une Technopole-bis

Le Millénium challenge Corporation veut bien mettre l' argent du contribuable américain dans le projet de la plate-forme de Diamniadio. Mais il faudrait d' abord que se fasse ' étude d' impact, pour ne pas se retrouver avec un autre projet mort-né comme le Technopole de Dakar.

Le projet de la plate-forme de Diamniadio pourrait changer le Sénégal, s' il venait à voir le jour. Mais hier, à entendre M. Michael Grossman, directeur régional du Millénium challenge Corporation (Mcc), on en vient à se demander si la manne attendue des Américains tombera un jour. Le directeur régional affirme en effet : «Il faut une analyse technique profonde, à 100%, des éléments environnementaux, pour mesurer l' impact de ce projet.» Pour cela, il y a du travail à faire. «Nous sommes prêts à disposer de l' argent du contribuable américain pour l' évaluation de l' impact de ce projet. Et demain (Aujourd' hui, Ndlr) nous allons signer la première étape qui est de près de 4 milliards de francs cfa, pour l' étude de l' impact de la plate-forme. Si la mise à niveau se fait de manière adéquate, il y aura une réduction de la pauvreté et la croissance économique. Si elle n' est pas menée de manière adéquate, il pourrait avoir des conséquences négatives.» M. Grossman, qui participait à la conférence de presse du Mcc, a profité du forum de l' Agoa pour communiquer sur cette initiative du gouvernement américain. Il affirme ainsi qu' il faudrait au préalable «voir si le projet que nous allons financer est faisable. C' est un programme compliqué et complexe. Il y a un débat sur la manière de structurer cette zone de Diamniadio. Ensuite nous allons passer au stade de développement, mais il faut qu' il soit bien piloté. Il y a beaucoup de travail. C' est vrai que le projet est une priorité pour le Sénégal. Mais nous ne voulons pas de Technopole 2».

Comme pour justifier le besoin de l' étude d' impact, M. Grossman avancera que le Sénégal n' est pas prêt à entamer le projet, «et nous non plus, nous ne sommes pas prêts» à y mettre de l' argent.

Le Sénégal est éligible au Mca depuis juillet 2004. Le gouvernement a développé l' idée de la plate-forme de Diamniadio, qui doit se construire sur 2 500 ha. Il s' agit de bâtir un nouveau pôle industriel et économique, destiné à désengorger l' agglomération dakaroise. Les Américains travaillent à développer ce projet, supervisé depuis la Primature. Mais ils ne semblent pas avoir approuvé tout ce qui s' est fait à ce jour, d' où sans doute les retards dans les décaissements. Pour Grosman, «il faut voir comment aménager ce territoire. Le secteur privé doit y participer, de même que d' autres bailleurs de fonds, pour la construction des routes. Il y a une certaine coordination et une collaboration, ainsi que beaucoup d' autres choses à maîtriser. Nous sommes prêts à mettre l' argent du contribuable américain, mais il faut aussi que nous en comprenions l' impact».

Un délai a été donné au gouvernement sénégalais pour commencer les études d' impact avant que commencent les premiers décaissements d' argent, en mars 2006. C' est sans doute le sens du financement de près de 4 milliards de francs Cfa dont la signature sera finalisée ce matin, en présence du Secrétaire d' Etat, Condoleeza Rice, en marge du forum de l' Agoa.

Le Millenium challenge est une initiative du gouvernement américain qui vise à réduire la pauvreté à travers la croissance économique en mettant en place un dispositif d' aide plus efficace. Michael Grossman note qu' il s' est avéré, dans l' utilisation des fonds

d' aide, que l' on trouve autant de forces que de faiblesses. «120 milliards de dollars américains ont été distribués à 80 pays. Mais seulement un tiers de ces pays a connu une utilisation efficace de cette aide. Les méthodes d' utilisation ne sont pas efficaces. On s' est dit qu' il fallait changer l' approche et la façon dont cette aide été utilisée. Les pays en voie de développement doivent être responsabilisés. Le Nepad parle d' appropriation et le Mcc aussi en parle. En même temps il nous faudrait régler le problème de la corruption, de la liberté de la presse, l' entrepreneurship, l' éducation». Les pays éligibles au Mcc sont ceux qui ont un revenu d' environ 1 450 dollars par an et par habitant. La sélection est faite par des institutions comme le Fmi, la Bad et Transparency international. Des 80 pays au départ, 17 ont été retenus, dont le Sénégal. Le projet de la Plate-forme de Diamniadio est le plus ambitieux de tous ceux qui ont été présentés pour financement. Les Etats-Unis interviennent dans le renforcement des capacités. 750 millions de dollars ont été approuvés pour 9 pays. Madagascar a été le dernier à recevoir son financement.

Safiètou KANE -